

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.145/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.145/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 11 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "régulant l'accès au registre d'attente dans le chef de la Banque-carrefour de la sécurité sociale et de certaines autorités administratives et institutions de sécurité sociale", a donné le 27 juin 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 januari 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toegang tot het wachtregister, in hoofde van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en bepaalde administratieve overheden en instellingen van sociale zekerheid", heeft op 27 juni 2001 het volgende advies gegeven :

I. Formalités préalables

1. Si l'avis de la Commission de la protection de la vie privée a été donné le 24 octobre 1996 (1), le Conseil d'Etat constate néanmoins que le contexte légal et réglementaire est sur le point de changer.

En effet, à la date du 1er septembre 2001 entrent en vigueur, d'une part, la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données qui modifie profondément la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et, d'autre part, l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi précitée du 8 décembre 1992.

Dans ces conditions, il y a lieu de considérer que l'avis de la Commission de la protection de la vie privée datant de 1996 est aujourd'hui périmé.

(1) La consultation de cette Commission avait été jugée nécessaire par la section de législation du Conseil d'Etat dans l'avis 24.803/2, donné le 3 juillet 1996 sur un projet d'arrêté royal "autorisant l'accès au registre d'attente de la Banque-carrefour de la sécurité sociale ainsi que de certaines des autorités administratives et institutions de sécurité sociale qui lui sont affiliées".

2. L'avis de l'inspecteur des finances a été donné le 5 avril 2000. Il doit être visé au préambule avec la mention de sa date, conformément à l'article 22 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Selon cet avis, l'extension des consultations du Registre national par la Banque-carrefour de la sécurité sociale qui résultera du projet, pourrait conduire à une révision à la hausse (de 50 millions à 120 millions de francs) du coût de ces opérations, évalué aujourd'hui de façon forfaitaire.

Si le projet a bien un tel impact budgétaire, l'accord formel du Ministre du Budget doit être recueilli et visé au préambule de l'arrêté en projet, avec mention de sa date, conformément aux articles 5 et 22 de l'arrêté royal précité du 16 novembre 1994.

3. C'est sous réserve de ces observations que le présent avis est donné.

II. Observations générales

1. Nécessité d'accéder aux données

L'article 5, alinéa 3, 11°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques prévoit que le Roi peut uniquement autoriser l'accès aux informations concernant les étrangers inscrits au registre

.../...

d'attente, à la Banque-carrefour de la sécurité sociale et les institutions de sécurité sociale, telles que définies à l'article 2, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, "pour les informations qu'(elles) sont habilité(e)s à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret".

Pour la détermination des informations que la Banque-carrefour et les institutions de sécurité sociale sont habilitées à connaître, on peut considérer qu'une telle habilitation, si elle n'est pas exprimée en termes exprès, peut s'induire des missions dont ces autorités publiques sont chargées par la loi ou le décret ou en vertu de la loi ou du décret.

Si on peut admettre ainsi une habilitation indirecte à connaître des informations par l'attribution d'une mission, il n'en demeure pas moins que le respect du principe de légalité impose au Gouvernement, lorsqu'il se propose de donner l'autorisation prévue par l'article 5 de la loi du 8 août 1983, de vérifier minutieusement si la connaissance de chacune des informations énumérées à l'article 3 de cette loi est nécessaire pour l'accomplissement de sa mission par l'autorité publique en cause et de déterminer avec soin, au préalable, quelles sont les missions susceptibles d'être prises en considération.

Cette double vérification à laquelle le Gouvernement doit procéder sous le contrôle de la Commission de la protection de la vie privée et de la section de législation, est d'autant plus utile que le Conseil d'Etat ne connaît pas

.../...

tous les éléments de fait qui lui permettraient d'y procéder lui-même de façon approfondie. Elle doit être d'autant plus minutieuse que l'article 22, alinéa 1er, de la Constitution reconnaît que chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

Le rapport au Roi doit révéler de façon concrète le résultat de ces vérifications.

Dans le cas présent, le projet se borne à renvoyer à dix-neuf arrêtés royaux ou ministériels réglant l'accès au Registre national d'une série d'autorités ou institutions, auxquelles il serait permis, à l'avenir, d'accéder aux informations concernant les personnes inscrites au registre d'attente.

En ce qui concerne cette catégorie de personnes, les informations de base visées à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 9°, de la loi du 8 août 1983 (nom, prénoms, lieu et date de naissance, sexe, nationalité, résidence principale, lieu et date du décès, profession, état civil, composition du ménage), ne sont pas les seules à être enregistrées. Est aussi visée "la situation administrative" des intéressés, au sens de l'article 3, alinéa 1er, 11°, de la loi.

L'article 2 de l'arrêté royal du 1er février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, a développé ce concept en énumérant diverses informations, parmi lesquelles on trouve :

.../...

- "6° les décisions concernant la demande du candidat réfugié et prises par le Ministre ou son délégué, par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou son adjoint et par la Commission permanente de recours des réfugiés;
- 7° les recours formés contre les décisions visées au 6° auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, de la Commission permanente de recours des réfugiés, du Conseil d'Etat et, le cas échéant, des tribunaux de l'Ordre judiciaire, ainsi que les décisions, avis, jugements et arrêts rendus sur ces recours;
- 8° la date de notification ou de signification au candidat réfugié des décisions, avis, jugements et arrêts visés aux 6° et 7°;
- 9° le cas échéant, le lieu obligatoire d'inscription fixé par le Ministre ou par son délégué en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980;
- 10° s'il échet, la date à laquelle une mesure d'éloignement du territoire a été prise, la date à laquelle elle a été notifiée au candidat réfugié, et la date à laquelle celui-ci a quitté effectivement le territoire;
- 11° le numéro de dossier attribué par l'Office des étrangers;
- 12° le numéro personnel provisoire attribué au candidat réfugié par l'Office des étrangers;
- 13° le cas échéant :
 - a) la date à laquelle le statut de réfugié a été accordé et l'autorité qui a pris cette décision;
 - b) la date de désistement de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié."

.../...

Le rapport au Roi doit faire apparaître, fût-ce de façon succincte, la nécessité d'élargir aussi considérablement la consultation du registre d'attente, comme le fait le projet en visant implicitement l'intégralité des données qui y sont enregistrées.

Le dispositif doit être revu, afin que n'y soient énumérées que les informations nécessaires et que soit évitée la référence indirecte à des développements ultérieurs de la liste des données visées dans l'arrêté royal du 1er février 1995 (2).

L'avis n° 27/96 du 24 octobre 1996 de la Commission de la protection de la vie privée s'est d'ailleurs préoccupé de l'adéquation entre les informations rendues accessibles et les missions incombant aux organismes visés, chacun en ce qui le concerne.

C'est pourquoi, l'article 1er, § 1er, doit en tout cas être conçu de façon plus restrictive.

(2) L'attention du Gouvernement est attirée sur l'existence d'un projet qui tend à compléter cette liste par une quatorzième information ("l'adresse déclarée auprès de l'Office des étrangers, du Commissariat général aux réfugiés et apatrides, des directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et du Conseil d'Etat"), dont on peut supposer qu'elle devrait figurer dans la liste des données accessibles (voir le projet d'arrêté royal examiné le 16 mai 2001 par le Conseil d'Etat sous l'avis 31.657/2).

Il convient d'y remplacer les mots "... accès aux informations...", qui sont trop généraux, par les mots "... accès à celles des informations..." et de terminer la phrase par "..., qui sont nécessaires à l'exécution de leurs missions respectives".

Les responsables des traitements de données à caractère personnel seront ainsi tenus de procéder au choix des informations susceptibles d'être réclamées.

Dans le même but, l'article 3, alinéa 1er, du projet devrait être complété comme suit :

Art.3. "Les informations obtenues en application de l'article 1er ne peuvent être utilisées qu'aux fins qui y sont visées. Elles ne peuvent être..." (la suite comme au projet).

2. Régime particulier des données judiciaires

L'avis du Conseil d'Etat 24.803/2 du 3 juillet 1996 comme l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, déjà cité, donnés sur l'arrêté en projet, avaient rappelé les conséquences à tirer de l'article 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, qui règle le traitement des données judiciaires au sens large, en raison de la nature de certaines des données visées à l'article 3, alinéa 1er, 11°, de la loi du 8 août 1983.

.../...

La Commission a également explicité dans son avis les obligations découlant de l'applicabilité à la matière réglée par le projet, de l'arrêté royal n° 8 du 7 février 1995 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 8 de la loi.

Mais cet arrêté sera abrogé par l'article 72, 7°, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, à la date du 1er septembre 2001 (3).

A la même date, toutes les dispositions de la loi du 11 décembre 1998, qui a modifié en profondeur la loi du 8 décembre 1992, entreront en application, en vertu de l'article 70, alinéa 1er, du même arrêté, dont l'alinéa 2 dispose qu'

"... à partir du même jour, les responsables du traitement doivent se conformer aux dispositions de la loi du 11 décembre 1998 pour tous les traitements existants et futurs de données à caractère personnel."

L'arrêté d'exécution du 13 février 2001, qui entre lui aussi en vigueur le 1er septembre 2001, a organisé en ses chapitres III et IV, le nouveau régime du traitement des données judiciaires et celui de l'exemption de l'obligation d'information.

(3) Moniteur belge du 13 mars 2001.

Les responsables de traitement auront à s'y conformer pour que trouvent à s'appliquer les exceptions prévues par l'article 62 de l'arrêté précité en faveur des institutions de sécurité sociale.

C'est ainsi qu'ils devront veiller à ce que les personnes désignées comme ayant accès aux données, soient tenues par une obligation légale ou statutaire, ou par une disposition contractuelle équivalente, au respect du caractère confidentiel des données visées, en vertu de l'article 25, 1°, de l'arrêté.

Cette obligation a déjà été énoncée dans plusieurs arrêtés royaux autorisant l'accès au Registre national, à la suite d'avis récents de la Commission de la protection de la vie privée. Elle doit l'être également dans le projet d'arrêté, sous la forme d'une condition de légalité des désignations.

A cette fin, l'article 2 pourrait être complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

"Peuvent seuls être désignés les fonctionnaires et membres du personnel tenus au respect du caractère confidentiel des données, en vertu d'obligations légales, statutaires ou contractuelles".

Pour le surplus, le rapport au Roi pourrait synthétiser les nouvelles obligations qui s'imposeront aux responsables des traitements à dater du 1er septembre 2001.

.../...

3. Information de la Commission

Selon le rapport au Roi, compte tenu du nombre de personnes qui seront autorisées à utiliser les informations obtenues du Registre national, il n'est pas réaliste de disposer que la liste de titulaires de pareille autorisation doit être transmise chaque année à la Commission de la protection de la vie privée.

Le caractère trop imprécis de la relation qui existe entre l'accessibilité des données et la nécessité d'en disposer pour l'exécution des missions dévolues aux organismes titulaires de l'autorisation d'accès, d'une part, le caractère sensible de certaines des données figurant dans le registre d'attente, d'autre part, appellent des précautions particulières, qui devraient prévaloir sur ces considérations pratiques, que les supports modernes de l'information permettent de rencontrer.

Il en résulte que la transmission à la Commission de la liste des personnes autorisées devrait être rendue obligatoire.

Mieux vaut dès lors écrire :

"Art. 4. La liste des fonctionnaires et des membres du personnel (...) (la suite comme au projet), est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée."

.../...

Sont ainsi sauvegardées l'uniformité des obligations incombant à l'ensemble des titulaires d'un accès au Registre et, corrélativement, celle des garanties offertes aux personnes enregistrées. La transmission périodique des listes de personnes autorisées présente l'avantage d'offrir à la Commission une première image des pratiques administratives qui se développent. Le défaut de transmission des listes lui permet de détecter rapidement d'éventuelles irrégularités ou négligences et d'agir en conséquence.

Si le Gouvernement entendait procéder à un allègement de la procédure, il convient que ces mesures de simplification soient justifiées et généralisées à tous les cas similaires, ce qui présupposerait le réexamen de l'ensemble des arrêtés pris à ce jour.

III. Observations finales de légistique

Préambule

Alinéa 3

L'alinéa 3 en projet vise la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, "notamment l'article 5". Ce visa doit être remplacé par un considérant, pour manifester qu'il ne s'agit pas non plus du fondement juridique de l'arrêté en projet, mais du rappel que celui-ci n'échappe pas au champ d'application de certaines dispositions de la loi du 8 décembre 1992, parmi lesquelles figure l'article 5.

.../...

Il y a lieu, dès lors, de formuler ce nouveau considérant comme suit :

"Considérant que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 5, trouve à s'appliquer".

En outre, la référence à l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 précitée sera complétée par le renvoi à la loi du 11 décembre 1998, qui le modifie, si celle-ci venait à entrer en vigueur avant la signature de l'arrêté royal présentement examiné.

Alinéas 2 et 4 à 22

L'arrêté en projet est pris en application de l'article 5, alinéa 3, 11°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, tel que visé à l'alinéa 1er en projet. Cette disposition constitue le seul fondement légal du texte en projet.

Le rappel des autres dispositions mentionnées dans le préambule a pour seul objectif de déterminer la portée du texte en mentionnant le cadre légal et réglementaire dans lequel il intervient. Les alinéas 2 et 4 à 22 du préambule seront soit omis, soit introduits sous forme de considérants et non de référants, de préférence dans l'ordre décroissant de leur intensité de force obligatoire et dans l'ordre chronologique.

.../...

La référence aux différents arrêtés royaux autorisant l'accès au Registre national peut également apparaître dans le rapport au Roi.

A titre subsidiaire :

Alinéa 2

Il y a lieu de compléter l'énumération des textes modificatifs par l'arrêté royal du 8 juin 2000 et par la loi du 2 janvier 2001.

Alinéa 7

Il y a lieu de compléter l'énumération des textes modificatifs par l'arrêté royal du 19 mai 1995.

Alinéa 13

Mieux vaut corriger cet alinéa comme suit : "...de Retraite, dans la mesure où elle est chargée...".

Alinéa 20

Il convient de rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 1er février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le Registre national

.../...

d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, modifié par l'arrêté royal du 24 novembre 2000;".

Alinéa 25 (nouveau)

L'accord du Ministre du Budget doit être visé au préambule avec mention de sa date.

Article 1er, § 2, 6°

Il y a lieu de rédiger le 6° comme suit :

"6° aux articles 1er et 1erbis de l'arrêté royal du 5 décembre 1986 "organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef des organismes d'intérêt public et des caisses de compensation pour allocations familiales visés, respectivement, par les articles 18bis et 19 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;"".

En effet, un nouvel article 1er a été inséré dans l'arrêté royal précité par l'arrêté royal du 19 mars 1990, l'ancien article 1er devenant l'article 1erbis. Ce nouvel article vise les organismes d'intérêt public visés à l'article 18bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales (Annexe XI/7). Il s'agit de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

.../...

IV. Observations d'ordre linguistique

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet est susceptible d'amélioration du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond ci-avant et à titre d'exemple que sont faites les propositions de texte suivantes :

Intitulé

Il serait plus correct de rédiger l'intitulé comme suit :

"Koninklijk besluit waarbij ten behoeve van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en bepaalde administratieve overheden en instellingen van sociale zekerheid de toegang tot het wachtregister wordt geregeld."

Dispositif

Article 2

Au 3°, il faut écrire :

"3° ambtenaren en personeelsleden die de persoon of het orgaan genoemd onder 1° of 2° hierboven, daartoe bij name en schriftelijk binnen zijn administratie of instelling aanwijst, uit hoofde van hun functie en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheid."

.../...

Article 3

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Voor de toepassing van het eerste lid worden niet als derden beschouwd :".

I. Voorafgaande vormvereisten

1. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft weliswaar op 24 oktober 1996 (1) advies gegeven, maar de Raad van State stelt vast dat de desbetreffende wetten en verordeningen op het punt staan te veranderen.

Op 1 september 2001 treedt immers de volgende wet- en regelgeving in werking : enerzijds de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens, waarbij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens grondig wordt gewijzigd, en anderzijds het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de genoemde wet van 8 december 1992.

Bijgevolg moet ervan uitgegaan worden dat het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, dat van 1996 dateert, nu achterhaald is.

(1) In advies 24.803/2 van 3 juli 1996 over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en aan sommige van de bij haar aangesloten administratieve overheden en instellingen van sociale zekerheid toegang tot het wachtregister wordt verleend", had de afdeling wetgeving van de Raad van State geoordeeld dat die Commissie om advies moest worden verzocht.

2. Het advies van de inspecteur van financiën is op 5 april 2000 gegeven. Er moet naar worden verwezen in de aanhef, met vermelding van de datum ervan, overeenkomstig artikel 22 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Volgens dat advies zou het uitgebreider consulteren van het rijksregister door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, die uit het ontwerp zal voortvloeien, kunnen leiden tot een stijging (van 50 miljoen tot 120 miljoen frank) van de kosten van die handelingen, die nu forfaitair worden geraamd.

Als het ontwerp zulk een budgettaire weerslag heeft, moet de uitdrukkelijke goedkeuring van de Minister van Begroting worden verkregen en in de aanhef van het ontworpen besluit moet naar die akkoordbevinding worden verwezen, met vermelding van de datum ervan, overeenkomstig de artikelen 5 en 22 van het genoemde koninklijk besluit van 16 november 1994.

3. Onder voorbehoud van die opmerkingen wordt dit advies gegeven.

.../...

II. Algemene opmerkingen

1. Noodzakelijke toegang tot de gegevens

Artikel 5, derde lid, 11°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen bepaalt dat de Koning aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid zoals bepaald in artikel 2, eerste lid, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, uitsluitend toegang kan verlenen tot de inlichtingen betreffende vreemdelingen die zijn ingeschreven in het wachtregister "voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen".

Voor het bepalen van de informatie die de Kruispuntbank en de instellingen van sociale zekerheid gerechtigd zijn te kennen, kan ervan uitgegaan worden dat zulk een gerechtigdheid, als deze niet uitdrukkelijk is vermeld, kan worden afgeleid uit de taken waarmee die overheidsinstanties bij of krachtens een wet of een decreet zijn belast.

Hoewel aldus mag worden aangenomen dat door het toekennen van een taak indirect bevoegdheid wordt verleend om kennis te nemen van gegevens, neemt zulks niet weg dat de inachtneming van het wettigheidsbeginsel inhoudt dat de Regering, wanneer ze van plan is om de in artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 vermelde toestemming te geven, nauwkeurig moet toetsen of de betrokken overheid, voor het vervullen van haar taak, kennis moet hebben van alle

.../...

gegevens die in artikel 3 van die wet worden opgesomd en vooraf zorgvuldig moet bepalen welke taken in aanmerking kunnen worden genomen.

Die tweevoudige toetsing die de Regering onder het toezicht van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de afdeling wetgeving moet verrichten, is des te nuttiger daar de Raad van State niet over alle feitelijke gegevens beschikt om dat zelf grondig te kunnen doen. De toetsing moet des te zorgvuldiger verlopen, daar artikel 22, eerste lid, van de Grondwet bepaalt dat een ieder recht heeft op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

Uit het verslag aan de Koning moet blijken wat uit die toetsingen concreet is gebleken.

In het onderhavige geval beperkt het ontwerp zich ertoe te verwijzen naar negentien koninklijke of ministeriële besluiten waarbij de toegang tot het rijksregister wordt geregeld voor een aantal autoriteiten of instellingen die voortaan toegang zouden krijgen tot de gegevens over de personen die in het wachtregister zijn ingeschreven.

Over die categorie van personen worden meer gegevens geregistreerd dan alleen de basisgegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, van de wet van 8 augustus 1983 (naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, geslacht, nationaliteit, hoofdverblijfplaats, plaats en

.../...

datum van overlijden, beroep, burgerlijke staat, samenstelling van het gezin). Ook de "administratieve toestand" van de betrokkenen, in de zin van artikel 3, eerste lid, 11°, van de wet wordt vermeld.

Dat begrip wordt uiteengezet in artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren. In dat artikel worden verschillende gegevens opgesomd, waaronder :

- "6° de beslissingen betreffende de aanvraag van de kandidaat-vluchteling en genomen door de Minister of zijn gemachtigde, door de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn adjunct en door de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen;
- 7° de beroepen die tegen de in 6° bedoelde administratieve beslissingen werden ingesteld bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen, de Raad van State en, in voorkomend geval, de rechtbanken van de Rechterlijke Orde, alsook de beslissingen, adviezen, vonnissen en arresten die op die beroepen zijn gewezen;
- 8° de datum van kennisgeving of betekening aan de kandidaat-vluchteling van de in 6° en 7° bedoelde beslissingen, adviezen, vonnissen en arresten;
- 9° in voorkomend geval, de verplichte plaats van inschrijving, die door de Minister of zijn gemachtigde werd vastgesteld met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980;
- 10° eventueel, de datum waarop een maatregel tot verwijdering van het grondgebied is genomen, de datum waarop de kandidaat-vluchteling er in kennis van is gesteld, en de datum waarop deze het grondgebied effectief heeft verlaten;

.../...

- 11° het dossiernummer dat door de Dienst Vreemdelingen­zaken is toegekend;
- 12° het voorlopig persoonlijk nummer dat door de Dienst Vreemdelingen­zaken aan de kandidaat-vluchteling is toegekend;
- 13° in voorkomend geval :
 - a) de datum waarop de status van vluchteling is toegekend en de overheid die deze beslissing heeft genomen;
 - b) de datum van intrekking van de aanvraag tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling."

In het verslag aan de Koning moet, al was het maar summier, worden aangegeven waarom de toegang tot het wachtregister zo sterk moet worden uitgebreid als het geval is in het ontwerp, dat impliciet verwijst naar alle gegevens die in het wachtregister zijn opgenomen.

Het dispositief moet zodanig worden herzien dat alleen de noodzakelijke gegevens erin worden opgesomd en dat niet indirect wordt verwezen naar latere aanvullingen van de lijst van de gegevens genoemd in het koninklijk besluit van 1 februari 1995 (2).

-
- (2) De Regering wordt attent gemaakt op het bestaan van een ontwerp waarbij aan die lijst een veertiende gegeven wordt toegevoegd ("het adres opgegeven bij de Dienst Vreemdelingen­zaken, het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, de directeurs van de opvangcentra voor vluchtelingen en de Raad van State"), waarvan kan worden verondersteld dat het op de lijst van de toegankelijke gegevens moet voorkomen (zie het ontwerp van koninklijk besluit dat de Raad van State op 16 mei 2001 in advies 31.657/2 heeft onderzocht).

.../...

In advies nr. 27/96 d.d. 24 oktober 1996 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is trouwens ingegaan op de vraag of de toegankelijk geworden gegevens wel zijn afgestemd op de taken van de onderscheiden organen.

Daarom moet artikel 1, § 1, in elk geval restrictiever worden gesteld.

De woorden "toegang verleend tot de informatiegegevens", die te algemeen zijn, zouden vervangen moeten worden door de woorden "toegang verleend tot die informatiegegevens".

Het slot zou aangevuld moeten worden als volgt :
"... , die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun respectieve taken."

Zo worden degenen die hebben te zorgen voor de verwerking van persoonsgegevens, verplicht te bepalen welke gegevens kunnen worden opgevraagd.

Met dezelfde bedoeling moet artikel 3, eerste lid, van het ontwerp als volgt worden aangevuld :

Art. 3. "De met toepassing van artikel 1 verkregen informatiegegevens mogen alleen worden gebruikt voor de doeleinden die daarin aan de orde zijn. Ze mogen niet aan derden worden medegedeeld. (Voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

2. Bijzondere regeling voor gerechtelijke gegevens

Zowel in advies 24.803/2 d.d. 3 juli 1996 van de Raad van State, als in het reeds genoemde advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, die over het ontworpen besluit zijn gegeven, was gewezen op de consequenties die moeten worden getrokken uit artikel 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, waarin de verwerking van gerechtelijke gegevens in de ruime betekenis wordt geregeld, gelet op de aard van sommige gegevens die aan de orde zijn in artikel 3, eerste lid, 11°, van de wet van 8 augustus 1983.

De Commissie heeft in haar advies ook uitdrukkelijk aangegeven welke verplichtingen ontstaan doordat koninklijk besluit nr. 8 van 7 februari 1995 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 8 van de wet, van toepassing is op de aangelegenheid die bij het ontwerp wordt geregeld.

Dat besluit zal echter, met ingang van 1 september 2001, opgeheven worden bij artikel 72, 7°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (3).

(3) Belgisch Staatsblad van 13 maart 2001.

Op diezelfde datum zullen alle bepalingen van de wet van 11 december 1998, die de wet van 8 december 1992 grondig gewijzigd heeft, in werking treden krachtens artikel 70, eerste lid, van hetzelfde besluit, waarvan het tweede lid het volgende bepaalt :

"... vanaf dezelfde dag moeten de verantwoordelijken voor de verwerking zich voor alle bestaande en toekomstige verwerkingen van persoonsgegevens gedragen naar de bepalingen van de wet van 11 december 1998."

Het uitvoeringsbesluit van 13 februari 2001, dat ook op 1 september 2001 in werking treedt, bevat in de hoofdstukken III en IV de nieuwe regeling voor de verwerking van gerechtelijke gegevens en die voor de vrijstelling van de verplichting tot kennisgeving.

Diegenen die verantwoordelijk zijn voor de verwerking zullen zich ernaar moeten gedragen opdat de uitzonderingen voor de sociale-zekerheidsinstellingen waarin artikel 62 van het genoemde besluit voorziet, van toepassing zijn.

Aldus zullen zij, krachtens artikel 25, 1°, van het besluit, erop moeten toezien dat de personen die aangewezen worden als diegenen die toegang krijgen tot de gegevens, door een wettelijke of rechtspositionele verplichting, dan wel een gelijkwaardige contractuele bepaling, ertoe gehouden zijn het vertrouwelijke karakter van de bewuste gegevens in acht te nemen.

.../...

Die verplichting is, als gevolg van recente adviezen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, reeds in verscheidene koninklijke besluiten opgenomen waarbij toegang tot het Rijksregister wordt verleend. Ze moet ook opgenomen worden in het ontwerp-besluit, in de vorm van de voorwaarde voor de wettigheid van de aanwijzingen.

Daartoe zou artikel 2 aangevuld kunnen worden met een tweede lid, luidende :

"Alleen ambtenaren en personeelsleden die er krachtens wettelijke, rechtspositionele of contractuele bepalingen toe gehouden zijn het vertrouwelijke karakter van de gegevens in acht te nemen, mogen worden aangewezen."

Voor het overige zou in het verslag aan de Koning een overzicht kunnen worden gegeven van de nieuwe verplichtingen die vanaf 1 september 2001 gelden voor de personen die verantwoordelijk zijn voor de verwerking.

3. Informatieverstrekking aan de Commissie

In het verslag aan de Koning staat dat het, gezien het aantal personen dat gemachtigd zal zijn de van het Rijksregister verkregen informatiegegevens te gebruiken, niet realistisch is te bepalen dat de lijst van de houders van een zodanige machtiging jaarlijks moet worden overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

.../...

Vanwege enerzijds de al te onduidelijke band tussen de toegankelijkheid van de gegevens en de noodzaak voor de instellingen die toegang hebben gekregen tot die gegevens, om daarover te beschikken voor de uitvoering van de taken die hun zijn toevertrouwd, en anderzijds de gevoeligheid van sommige gegevens die in het wachtregister staan, behoren bijzondere voorzorgsmaatregelen te worden genomen, die de voorrang zouden moeten hebben op die praktische bezwaren, die met behulp van de moderne informatiedragers ondervangen kunnen worden.

De overzending van de lijst van gemachtigde personen aan de Commissie dient bijgevolg verplicht te worden gemaakt.

Het zou dan ook beter zijn te schrijven :

"Art. 4. De lijst van de overeenkomstig artikel 2 aangewezen ambtenaren en personeelsleden wordt, met vermelding van hun graad of functie, jaarlijks opgemaakt en met dezelfde regelmaat overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer".

Aldus worden de eenvormigheid van de verplichtingen die rusten op alle personen die toegang hebben tot het Rijksregister en, daarmee samenhangend, de eenvormigheid van de waarborgen die aan de geregistreeerde personen worden geboden, verzekerd. Het periodieke overzenden van de lijsten van personen die toegang hebben tot het Rijksregister biedt het voordeel dat de Commissie hierdoor een eerste idee wordt gegeven van de ontwikkelingen in de bestuurlijke praktijk.

.../...

Wanneer de lijsten niet worden overgezonden, kan ze snel eventuele onregelmatigheden of nalatigheden opsporen en dienovereenkomstig optreden.

Indien de bedoeling van de Regering erin zou bestaan de procedure te vereenvoudigen, dan zouden die maatregelen tot vereenvoudiging gewettigd moeten worden en zouden ze moeten gelden voor alle soortgelijke gevallen, wat zou betekenen dat alle besluiten die tot nog toe terzake zijn uitgevaardigd opnieuw zouden moeten worden bekeken.

III. Wetgevingstechnische slotopmerkingen

Aanhef

Derde lid

In het ontworpen derde lid wordt verwezen naar de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, "inzonderheid op artikel 5". Die aanhefverwijzing behoort te worden vervangen door een considerans, om aan te geven dat het niet gaat om de rechtsgrond van het ontworpen besluit, maar om de memorering dat dit besluit niet buiten de werkingssfeer valt van sommige bepalingen van de wet van 8 december 1992, waarvan artikel 5 deel uitmaakt.

.../...

Deze nieuwe considerans behoort bijgevolg als volgt te worden gesteld :

"Overwegende dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 5, van toepassing is."

Bovendien moet de verwijzing naar artikel 5 van de genoemde wet van 8 december 1992 aangevuld worden met een verwijzing naar de wet van 11 december 1998, die het artikel wijzigt, indien de laatstgenoemde wet in werking zou treden voordat het voorliggende koninklijk besluit ondertekend is.

Tweede lid en vierde tot tweeëntwintigste lid

Het ontworpen besluit wordt uitgevaardigd met toepassing van artikel 5, derde lid, 11°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zoals vermeld in het ontworpen eerste lid. Deze bepaling is de enige rechtsgrond van de ontworpen regeling.

Naar de overige bepalingen die in de aanhef worden genoemd, wordt louter verwezen om de strekking van de regeling te bepalen, door aan te geven tegen de achtergrond van welke wetten en verordeningen ze tot stand komt. Het tweede lid en het vierde tot het tweeëntwintigste lid van de aanhef moeten ofwel vervallen, ofwel in de vorm van consideransen worden opgenomen, en niet in de vorm van

.../...

verwijzingen die beginnen met "Gelet op", bij voorkeur zo dat hogere regelingen aan lagere regelingen voorafgaan, en in chronologische volgorde.

De verwijzing naar de verschillende koninklijke besluiten waarbij toegang wordt verleend tot het Rijksregister kan ook staan in het verslag aan de Koning.

Subsidiair :

Tweede lid

De opsomming van de wijzigingsregelingen moet aangevuld worden met het koninklijk besluit van 8 juni 2000 en met de wet van 2 januari 2001.

Zevende lid

De opsomming van de wijzigingsregelingen moet aangevuld worden met het koninklijk besluit van 19 mei 1995.

Dertiende lid

In de Franse tekst schrijve men "... de Retraite, dans la mesure où elle est chargée ...".

.../...

Twintigste lid

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 november 2000;".

Vijfentwintigste lid (nieuw)

In de aanhef dient verwezen te worden naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, met opgave van de datum ervan.

Artikel 1, § 2, 6°

Onderdeel 6° behoort als volgt te worden gesteld :

"6° de artikelen 1 en 1bis van het koninklijk besluit van 5 december 1986 tot regeling van de toegang tot de gegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de instellingen van openbaar nut en de kinderbijslagfondsen die respectievelijk bedoeld zijn in de artikelen 18bis en 19 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders".

.../...

In het genoemde koninklijk besluit is bij het koninklijk besluit van 19 maart 1990 immers een nieuw artikel 1 ingevoegd, waarbij het vroegere artikel 1, artikel 1bis is geworden. Dat nieuwe artikel heeft betrekking op de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 18bis van de (gecoördineerde) wetten betreffende de kinderbijslag (Bijlage XI/7). Het gaat om de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers.

IV. Opmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Opschrift

Het opschrift zou correcter zijn in de volgende lezing :

"Koninklijk besluit waarbij ten behoeve van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en bepaalde administratieve overheden en instellingen van sociale zekerheid de toegang tot het wachtregister wordt geregeld."

.../...

DispositiefArtikel 2

In onderdeel 3° schrijve men :

"3° ambtenaren en personeelsleden die de persoon of het orgaan genoemd onder 1° of 2° hierboven, daartoe bij name en schriftelijk binnen zijn administratie of instelling aanwijst, uit hoofde van hun functie en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheid."

Artikel 3

In het tweede lid schrijve men :

"Voor de toepassing van het eerste lid worden niet als derden beschouwd :".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS